

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[POLITIQUE GÉNÉRALE]

LES
RADICAUX
DE GAUCHE

Programme des 100 jours : « et si on parlait de rien ! »

Des mesurette, beaucoup de bruit pour rien alors que la situation appelle des mesures fortes.

Élisabeth Borne a tenu une conférence de presse pour présenter le programme des cent jours annoncés par Emmanuel Macron.

Tout d'abord, il faut remarquer un détail tout à fait significatif : la Première Ministre a parlé depuis l'Élysée, ce qui marque son rapport d'allégeance au Président de la République et la présidentialisation de plus en plus affirmée du pouvoir.

Son discours ne contenait aucune annonce significative, non plus que des orientations nouvelles de la politique gouvernementale. Après avoir été envisagée en deux textes, puis ramenée à un seul, la loi sur l'immigration est repoussée à l'automne. Les 150 gendarmes supplémentaires à la frontière italienne, le raccourcissement des délais de délivrance des pièces d'identité, la nécessité d'appliquer plus rapidement les lois etc. restent du domaine de l'anecdote et ne constituent pas un programme d'action gouvernemental.

Il est vrai que la période est peu favorable au dialogue avec le mouvement de rejet de la réforme des retraites qui continue.

L'avenir d'Élisabeth Borne semble incertain tant ses divergences sur la situation politique avec Emmanuel Macron sont publiques et grandissantes. Cette situation ne paraît pas pouvoir se dénouer avant la rentrée de septembre.

Les Radicaux de Gauche n'attendaient rien de l'intervention d'Élisabeth Borne et ils n'ont donc pas été déçus. Pourtant les problèmes de la France sont graves et demandent des propositions fortes : inflation, déficit budgétaire, services publics dégradés, dialogue social en panne, guerre en Ukraine etc. Toutes ces questions réclament de la volonté politique et un fonctionnement des institutions où chacun joue son rôle, Président, gouvernement, Parlement et corps intermédiaires (syndicats, associations, élu.e.s...). Or, par sa conception présidentialisée des institutions et par sa politique de droite autoritaire, Emmanuel Macron plonge la France dans une crise démocratique économique et sociale profonde.